

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai repéré une question dans le discours du député, soit, quand mettrons-nous fin à la double attaque? A mon avis, la politique du gouvernement du Canada ne comporte pas de double attaque.

M. Kristiansen: Madame le Président, je vois que le gouvernement a pour politique de forcer les ouvriers du bois à abandonner leur maison puis, lorsqu'ils n'auront plus besoin d'argent pour rembourser leur hypothèque, de leur faire ensuite perdre leur emploi.

* * *

LES FORÊTS**L'EXPORTATION DE BOIS DE CONSTRUCTION À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS**

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. J'ai invoqué hier l'article 43 du Règlement pour signaler que le gouverneur de l'Oregon, un certain nombre de membres du Congrès originaires du nord-ouest des États-Unis ainsi que deux associations de l'industrie américaine du bois de construction exerçaient de plus en plus de pressions sur le gouvernement Reagan pour faire imposer des quotas sur les importations de bois de construction du Canada. Tout comme des milliers de travailleurs canadiens de l'industrie du bois, je voudrais savoir comment le ministre réagira à cette affaire et quelles mesures il prendra pour essayer de persuader le gouvernement Reagan de protéger nos emplois aux États-Unis.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous sommes certes conscients de la situation que décrit le député. Nous avons soulevé la question auprès des autorités américaines pour leur faire remarquer que la situation au Canada ne justifie en rien une telle mesure. Nous poursuivrons nos efforts et ferons tout en notre pouvoir pour veiller à ce que rien de pareil ne se produise.

* * *

LES SINISTRES**L'INCENDIE DE L'USINE DE LA SOCIÉTÉ RIVERPORT SEAFOODS LTD EN NOUVELLE-ÉCOSSE**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, j'ai moi aussi une question à poser au ministre des Travaux publics. Le samedi 26 septembre, un incendie qui a fait pour 20 millions de dollars de dégâts a détruit complètement l'usine de la société Riverport Seafoods Ltd qui fournissait du travail à plus de 600 personnes. A aussi été détruit le quai du gouvernement fédéral adjacent à l'usine.

J'aimerais donc demander au ministre, que j'ai immédiatement informé de ce sinistre, si ses hauts fonctionnaires ont parachevé leur examen des dégâts. Puisque les 23 navires de la compagnie en question et les navires appartenant à des parti-

culiers ont grand besoin d'installations portuaires, pourrait-il nous dire quand le gouvernement entend reconstruire le quai qui a été détruit?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Si le député a effectivement fait en sorte de signaler la chose, madame le Président, je dois avouer que mes hauts fonctionnaires ne m'en ont encore rien dit. Si le député m'avait prévenu aujourd'hui de sa question, j'aurais été en mesure de lui répondre dès maintenant; cependant, maintenant que je sais, je vais chercher à obtenir les renseignements qu'il demande d'ici la fin de la journée.

M. Crouse: Je regrette que le ministre n'ait pas été au courant, madame le Président, car je l'ai bel et bien informé le lundi suivant de cet incendie qui a fait pour 20 millions de dollars.

M. Nielsen: Et il n'en sait rien!

LE RÔLE DU MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Expansion économique régionale, mais, en son absence, j'adresserai ma question au ministre des Pêches et des Océans, étant donné qu'il a une responsabilité connexe dans ce domaine. La société Riverport Seafoods Ltd. était un important employeur de la région et l'on craint que les taux d'intérêt élevés et un fléchissement de la demande de poisson aux États-Unis, qui pose des problèmes énormes aux exportateurs canadiens, ne finissent par retarder indûment la reconstruction de l'usine.

Je demande donc au ministre, compte tenu du taux élevé de chômage à l'heure actuelle, si ses collaborateurs ont communiqué avec la direction de cette société pour savoir quels sont ses projets à cet égard; dans l'affirmative, lui a-t-il fait savoir que son ministère lui fournirait toute l'aide possible pour la reconstruction, et quelle a été, s'il y a lieu, sa réaction?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je ne suis pas au courant des contacts qui auraient été pris au sujet de la reconstruction. Tout ce que je sais, c'est que la reconstruction du quai a fait l'objet de discussions. Nous attendons une estimation des coûts et des conditions. Je dois dire au député que notre rôle dans cette affaire se résume à conseiller le MEER s'il y a lieu, ou d'autres ministères fédéraux sur la disponibilité du poisson afin que ne s'envenime pas le problème des excédents qui est plutôt général sur la côte est.

Malgré les avertissements que j'ai fournis au cours des années, les sociétés ont pris une expansion que ne justifiait pas l'importance de la ressource. Je ne dis pas que ce soit le cas de la société Riverport. Il est évident que la société devra prendre elle-même la décision et nous, du ministère des Pêches et des Océans, n'avons eu, à ma connaissance, aucun contact officiel avec celle-ci.